

Une force arabe commune : succès ou danger ?

Les pays arabes devraient évaluer si la voie militaire peut être la solution aux disputes politiques et idéologiques et aux inégalités ou plutôt l'une des causes.

Rami G. Khouri

Deux initiatives et arabes communes sont actuellement menées à bien et la moitié d'une troisième également dans différentes régions du Moyen-Orient, ce qui indique que nous pourrions être en train d'entrer dans une ère nouvelle où les actions militaires collectives arabes deviendraient aussi communes que celles qui étaient dirigées par l'Occident et qui ont caractérisé une grande partie de la région au cours des 50 dernières années. Huit autres pays participent de différentes manières à la campagne dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen. De même, plusieurs États arabes contribuent par des opérations militaires, des installations ou simplement par un soutien politique verbal, à la guerre qui est menée en Irak contre l'organisation État islamique (EI), sous commandement américain et irakien. La troisième intervention militaire plurinationale, moins spectaculaire, comprend les opérations de l'Égypte, des Émirats arabes unis et du Qatar en Libye, bien que les deux premiers soutiennent un camp et le troisième un autre, ou tout au moins il en était ainsi il y a quelques semaines.

Aucun de ces conflits ne semble avancer vers une conclusion décisive servant les intérêts des pays arabes, mais en ce moment le thème crucial n'est pas là. Il est effectivement assez rare de voir plusieurs États arabes collaborer dans des interventions militaires dans un pays tiers. Le processus est passé à un autre niveau suite à la déclaration faite à la fin du mois de mars par le président égyptien Abdel Fattah al Sissi après le Sommet arabe de Charm el Cheikh, sur l'accord de principe des leaders arabes de créer une « force militaire arabe commune » pour répondre aux menaces pesant sur la sécurité régionale. Il n'a pas spécifié de quels leaders ou de quelles menaces il s'agissait, ni dans quelles conditions cette force travaillerait ou de quelle manière l'ensemble de l'opération serait coordonnée pour éviter des problèmes.

Pour ces raisons et pour d'autres encore – surtout si l'histoire récente incite à croire que les leaders et les

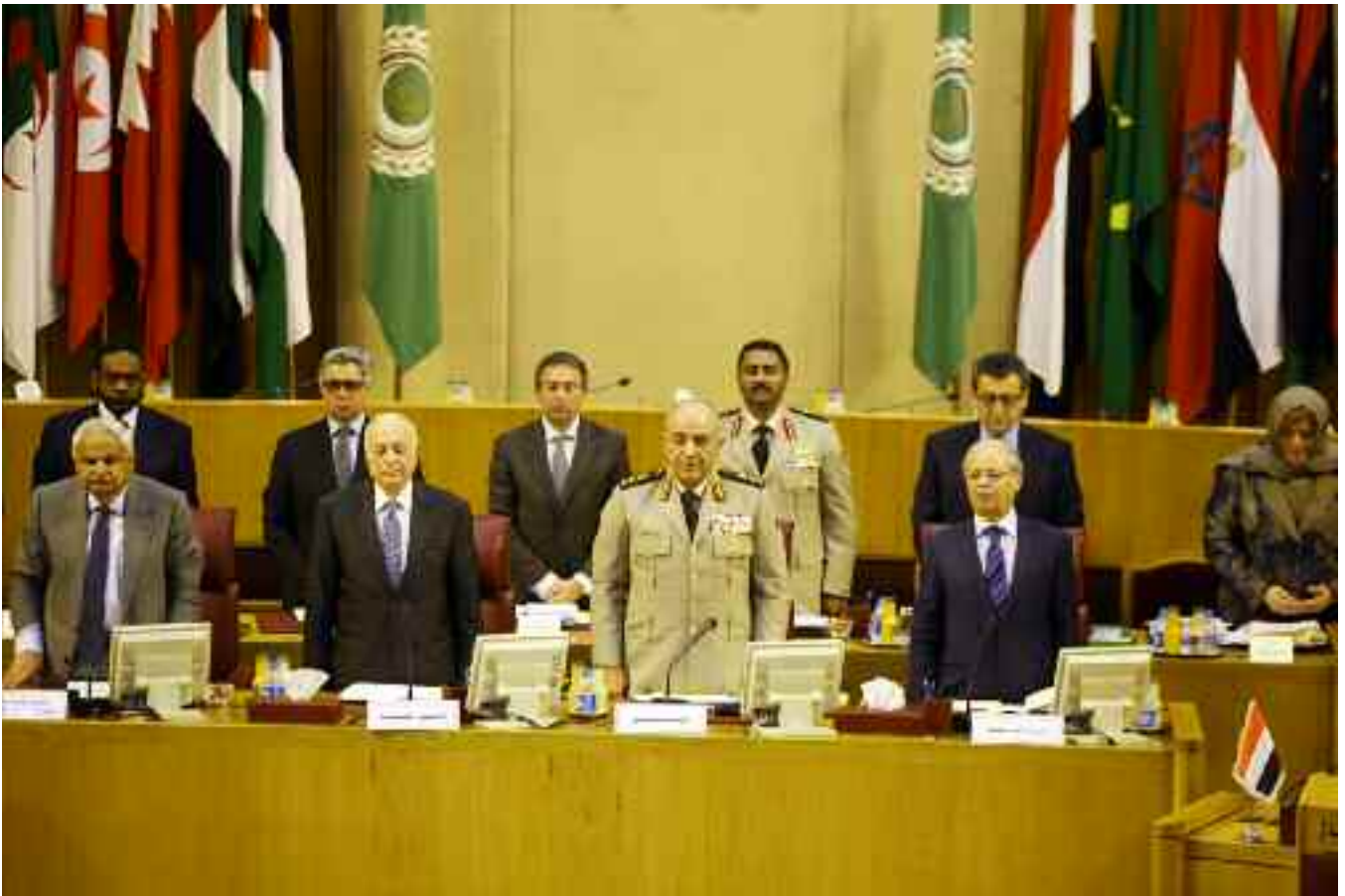
États arabes sont plus enclins à lutter les uns contre les autres qu'à le faire ensemble contre un ennemi commun – cette idée a été accueillie avec beaucoup de scepticisme par une grande partie du monde arabe. Plusieurs chefs d'État-major des forces armées arabes se sont réunis à trois reprises en Égypte et en Arabie saoudite aux mois d'avril et mai pour examiner la question plus en profondeur et pour résoudre les détails techniques de la mise en marche d'une force commune de ce type, mais les résultats de leurs délibérations n'ont pas été rendus publics. Selon une haute personnalité égyptienne, la troisième rencontre tenue les 23 et 24 mai, a été consacrée aux procédures opérationnelles, au budget et aux mécanismes d'action nécessaires pour créer cette force.

Il n'a encore été spécifié formellement quels seront les États arabes qui feront partie de la force commune proposée, bien que la plupart des pays du Golfe ainsi que l'Égypte, la Jordanie et le Maroc y participeraient. Mais il y a peu de chance que l'Irak et le Liban les rejoignent.

L'idée a suscité de grands doutes parmi beaucoup d'arabes tandis que pour d'autres, cette proposition leur semble en principe sensée, bien qu'elle doit être étudiée plus sérieusement. Il est certain qu'il existe de nombreux conflits et des situations dangereuses dans lesquels une force de ce type pourrait intervenir, comme la menace du groupe État islamique en Irak et en Syrie, Al Qaida au Yémen, Ansar Beit al Maqdis au nord du Sinaï, la guerre en Libye et les menaces au nord-est du Liban de l'EI et du Front al Nosra. Et ce, sans parler de l'éternel problème du conflit israélo-arabe, bien que dans ce cas-là cette menace ne soit pas abordée étant donné que les arabes ont proposé de vivre en paix avec Israël et la Jordanie et l'Égypte ont déjà des accords de paix formels qui sont en vigueur depuis des années.

À l'heure actuelle, la principale menace pour de nombreux pays est le développement des mouvements

Rami G. Khouri, chercheur principal de l'Institut Issam Fares pour les politiques publiques et les affaires internationales à l'université américaine de Beyrouth. Il collabore comme chroniqueur indépendant pour l'Agence Global Syndicate des États-Unis et *The Daily Star* de Beyrouth. Il est chercheur non résident de la Kennedy School de Harvard.



Réunion des chefs d'État-major des forces armées arabes pour discuter de la création d'une force militaire arabe commune pour lutter contre les menaces à la sécurité régionale. Le Caire, le 23 mai 2015. /AHMED GOMAA/XINHUA PRESS/CORBIS

salafistes Takfir, comme celui de l'EI et d'Al Qaida ou bien les situations internes de guerre civile comme celle au Yémen. Le projet d'une force militaire arabe commune prend donc tout son sens et il est désespérément nécessaire pour faire face à tout un éventail de dangers pour la sécurité dans la région. Cependant, il règne un certain doute dans toute la zone à cause du manque de confiance dans les mécanismes de prise de décision à haut niveau de la part des dirigeants arabes qui permettraient de réaliser ce projet afin de susciter un large soutien populaire et qu'il soit effectivement utile pour la sécurité et le bien-être des citoyens arabes. Les sceptiques craignent qu'une force militaire commune de ce type serve uniquement d'alibi à des actions unilatérales de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, ceux-ci étant les deux acteurs clés du processus jusqu'à présent.

L'un des principaux problèmes du plan est la façon d'aborder des questions aussi importantes dans des réunions de quelques pays à huis clos, typiques du style de leadership et de prise de décision autocratique

et hypertrophié, caractérisant le monde arabe actuel et qui se maintient depuis des décennies. Une question majeure comme une force militaire commune pouvant impliquer que des troupes arabes de pays différents combattent sur le territoire d'autres pays arabes contre différents ennemis en puissance, devrait être examinée et décidée au cours d'un processus consultatif plus large qui permettrait aux simples citoyens, ainsi qu'aux intellectuels et aux analystes les plus chevronnés, d'évaluer les pour et les contres de la proposition. S'ils le veulent, les dirigeants arabes peuvent décider à huis clos sur des questions plus techniques ne concernant pas les affaires militaires ou de haute politique. Mais lorsqu'il s'agit d'une force commune qui comprendra des hommes (et probablement peu de femmes) qui lutteront et tueront dans toute la région, tout permet de penser qu'il serait primordial que la proposition soit largement traitée et débattue, afin que la décision finale puisse bénéficier d'un authentique consensus. Il s'agit d'un des problèmes majeurs qui continue de frapper tout le monde arabe : la na-

ture fermée de la prise de décisions nationales sans aucun type de consultation formelle ou informelle populaire. Dans les cas les plus graves, il est arrivé que certains pays aient décidé de dépenser 60 ou 80 milliards de dollars dans des rémunérations extraordinaires à leurs fonctionnaires ou de faire de nouveaux achats en masse d'armement à l'étranger, auxquelles décisions auraient participé uniquement quelques hommes âgés. L'absence totale de tout processus de décision participatif a provoqué que le monde arabe soit plongé dans un cycle permanent de médiocrité, de corruption et d'incompétence dans le domaine de la gouvernance qui a débouché sur les révoltes et les révolutions de 2011 dans toute la région.

Quelques problèmes opérationnels

Dans le cas présent où l'usage de la force militaire fait partie des décisions à prendre, il paraît évident que deux grands problèmes opérationnels se posent. Premièrement, étant donné qu'il s'agit d'une action volontaire, cette nouvelle force arabe risque de se limiter à perpétuer les divisions idéologiques et sectaires, entre autres, endémiques dans le monde arabe. Par conséquent, si les pays qui y adhèrent sont les mêmes que ceux qui interviennent ensemble dans la guerre du Yémen, dirigés par l'Arabie saoudite, il est probable que les décisions mises en œuvre pour maintenir la paix ou même pour entrer en guerre, reflètent les mêmes craintes idéologiques que l'Iran puisse exercer son influence dans différentes zones du monde arabe. Ceci pourrait être utile dans des endroits où une démonstration de force pourrait stopper ou éviter efficacement un conflit, mais il est plus probable que les tensions régionales s'accroissent qu'elles ne se dissipent plutôt.

Deuxièmement, pour les pays arabes impliqués, il sera difficile d'arriver à une coordination collective suffisante en matière logistique, de ravitaillement, mécanique, d'équipement, d'instruction et de communications militaires, ainsi que d'autres aspects techniques leur permettant de mener à bien une action militaire efficace. Ce qui pourrait vouloir dire qu'une intervention active dans un conflit en cours n'est pas le plus important de cette force unifiée sinon plutôt son bon fonctionnement en tant que force de paix dont la présence sur le terrain dans une situation conflictuelle peut réduire les tensions et empêcher le déclenchement des hostilités.

Des situations comme l'expansion de l'EI réclament à grands cris la réponse d'une force militaire arabe commune parce que cette organisation menace de nombreux pays arabes en même temps. Les conflits en Libye et au Yémen, tout comme celui du Liban dans les années soixante-dix requièrent une réaction cohérente des pays arabes, et pas uniquement dans la sphère militaire. Toujours est-il que les ques-

tions politiques et économiques qui mettent en péril plusieurs pays de la zone exigent autant d'attention que les questions militaires et sécuritaires et, dans ce domaine, les dirigeants arabes n'ont aucune crédibilité.

Donc, en ce moment il y a peu de raisons de croire que les conversations actuelles sur une force militaire arabe commune puissent aboutir car s'y réunissent les trois legs les plus destructifs du monde arabe moderne : les militaires au pouvoir qui prennent eux-mêmes des décisions basées sur la force militaire pour obtenir ce qu'ils veulent ou simplement pour que les choses ne changent pas. La pratique traditionnelle qui fait que un nombre restreint d'hommes âgés appartenant aux gouvernements prenne des décisions au plus haut niveau, dans le plus grand secret et à huis clos, associée à une dépendance excessive des mesures militaires pour affronter les tensions créées par les forces sociales, politiques, démographiques, environnementales et économiques, provoquera certainement plus de tension et de conflit et non moins.

Ceci peut aussi être observé en analysant l'impact des actions militaires étrangères dans les pays arabes, comme celle de l'Irak en 2003 et celle de la Libye en 2011. Dans les deux cas les interventions arabes et étrangères ont laissé des paysages dévastés qui n'ont pas tardé à être victimes d'un chaos absolu et d'une absence de gouvernance. Des milices, des groupes tribaux, des organisations religieuses, des intérêts étrangers et autres, se sont emparés du pouvoir au moment de l'effondrement du gouvernement central, ce qui a permis aux salafistes Takfir comme Al Qaida et le groupe État islamique d'étendre leurs bases et leur portée. En conséquence, l'histoire récente ne permet pas d'affirmer à juste titre que l'action militaire soit la meilleure réponse aux situations dans lesquelles les pays arabes se sentent menacés.

Je comprends la panique qui s'empare des cœurs de certains leaders arabes du Golfe et d'autres régions, comme Al Sissi ou le roi Salman d'Arabie saoudite, qui craignent une certaine influence de l'Iran dans la région ou que l'instabilité puisse se propager à partir de la Libye, la Syrie ou l'Irak. Le moment est peut-être venu d'évaluer si se fier excessivement au militarisme en réponse aux disputes politiques ou idéologiques et aux inégalités socioéconomiques est en réalité la solution adéquate ou plutôt l'une des causes des problèmes auxquels nous devons faire face. ■